

Gaudin confie à un élu de gauche le centre musulman

Marseille ne se dotera pas d'un Institut du monde arabe aussi imposant que celui de Paris. Mais elle l'aura, promet la mairie. Plus modeste, certes. Le calendrier, lui, reste encore flou.

Jean-Claude Gaudin, sénateur-maire (UMP) de Marseille, qui reste sur un échec dans le dossier de la grande mosquée, veut, depuis 2001, que l'édifice culturel soit une priorité. Pour l'institut culturel, on verra une fois la première pierre de la grande mosquée posée à Saint-Louis (15^e), sur le site des anciens abattoirs.

C'est Tahar Rahmani, conseiller municipal (un ex-PS affilié à la Convention citoyenne de Chevènement, donc de gauche) qui sera chargé de consulter les acteurs de la communauté musulmane. "Le maire veut d'abord voir le premier coup de pioche de la grande mosquée", explique Rahmani. Ce n'est qu'après qu'il passera à la deuxième étape".

Tahar Rahmani, qui fut déjà membre du comité de pilotage consultatif du premier projet avorté, sera donc celui qui tiendra les rênes de cette nouvelle tentative, mais uniquement sur le volet culturel. "Je ne souhaite aucune confusion", indique l'élu, qui devrait rassembler, si le bail emphytéotique concernant la grande mosquée est présenté comme prévu lors du conseil municipal du 19 juillet, "une équipe indépendante du



Tahar Rahmani, conseiller municipal (Convention Citoyenne), est chargé de constituer l'équipe de l'institut culturel musulman. Ph.S.G.

projet culturel, ce qui ne signifie pas qu'il n'y aura pas la présence de membres du conseil d'administration de l'association de la grande mosquée".

Aides étrangères ?

L'institut culturel sera construit sur le même terrain que la grande mosquée, avec un espace parking pour accueillir le public, sans doute avec le soutien de collectivités territoriales. "On peut aussi imaginer des dotations faites par des organismes étrangers", précise Tahar Rahmani, à condition évidemment que tout se passe dans la plus grande transparence financière. "Marseille a une très forte

identité symbolique. Des gens au Liban, en Egypte, en Algérie sont disposés à apporter plus si un centre international voit le jour". Qui, alors, gèrera ce centre culturel ? Des prétendants commencent à faire entendre leur voix, comme Nassera Benmarnia, la directrice de l'Union des familles musulmanes qui a déjà réussi son pari avec l'Aïd dans la cité. Selon les proches du dossier, de nouvelles dissensions pourraient diviser la communauté musulmane. Mais, insiste l'élu, "ce ne sera ni l'Institut du monde arabe de Paris, ni un truc riquiqui !" Juste un établissement une fois de plus symbolique...

Christine FRANCOIS-KIRSCH